



Rapport d'Orientation Budgétaire 2023



Sommaire

-I- LA LOI DE FINANCES POUR 2023

- Mesures contre l'inflation **1-1**
- Mesures de soutien à l'investissement local **1-2**
- Dotations et péréquation **1-3**
- Fiscalité

-II- CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

- le contexte national **2-1**
- La situation groslyaisienne **2-2**
- Les grandes orientations budgétaires pour 2023 **2-3**

-III- RÉSUMÉ ANALYTIQUE

- Indicateurs fondamentaux suggérés par la DGCL **3-1**
- 2 ratios clés de la santé financière d'une collectivité **3-2**
- Situation financière de la ville **3-3**
- Evolution de l'équilibre budgétaire **3-4**

-IV- PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI)

-V- LES DETAILS DU BUDGET 2023

LA LOI DE FINANCES POUR 2023

(Loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023)

| | |
|---|------------|
| <input type="checkbox"/> Mesures contre l'inflation | 1-1 |
| <input type="checkbox"/> Mesures de soutien à l'investissement local | 1-2 |
| <input type="checkbox"/> Dotations et péréquation | 1-3 |
| <input type="checkbox"/> Fiscalité | 1-4 |

Mesures contre l'inflation

1-1

(Soutien aux collectivités en situation de tension énergétique (2,5 Md€))

❖ **Élargissement du dispositif de « filet de sécurité » :**

Le PLF 2023 introduit un nouveau filet de sécurité pour 2023. Contrairement à celui institué en 2022, il concernera le bloc communal, mais également les régions et les départements.

Le versement de cette dotation est subordonné à l'ensemble des critères suivants :

- Une baisse de l'épargne brute supérieure à 25 % en 2023,
- Un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes de même strate,
- Une hausse des dépenses d'énergie, électricité et chauffage urbain supérieure à 60% de la progression des recettes réelles de fonctionnement entre 2022 et 2023.

Pour les collectivités bénéficiaires, cette dotation compensera pour moitié l'augmentation des dépenses liées à l'énergie, l'électricité et le chauffage urbain.

❖ **Instauration d'un « amortisseur électricité » :**

Depuis le 1^{er} janvier 2023, un dispositif intitulé « amortisseur électricité » est mis en place pour les entreprises et les collectivités selon lequel l'État prend en charge une partie de la facture d'électricité des entreprises et des collectivités locales dès lors que le prix par MWh de l'électricité hors acheminement et taxes (« part énergie ») souscrit dépasse un certain niveau de référence.

Sont éligibles toutes les collectivités territoriales, quelle que soit leur taille.

Mesures de soutien à l'investissement local

1-2

❖ Poursuite du soutien avec le maintien des DSIL, DETR :

Un montant de 2Mds€ est prévu. Il est réparti en 4 enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes :

- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)
- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
- Dotation politique de la ville (DPV)
- Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) .

❖ Mise en place d'un « Fonds vert » :

De même, un fonds d'accélération à la transition écologique, aussi appelé « fonds vert » est mis en place pour l'année 2023. Ce fonds doté de 2 milliards d'euros répond à un triple objectif :

- renforcer la performance environnementale,
- adapter les territoires au changement climatique,
- améliorer le cadre de vie.

Dotations et péréquation

1-3

❖ Augmentation des dotations

Evolution interne de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de 320 millions d'euros :

- Augmentation de 200 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale, (+ 10,6%)
- Augmentation de 90 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine, (+3,5 %)
- Augmentation de 30 millions d'euros pour la dotation d'intercommunalité.

❖ Suppression du critère de la longueur de voirie communale

Le critère de la longueur de voirie communale utilisé pour la répartition de la dotation de solidarité rurale (DSR), est remplacé par un indicateur de superficie, de densité et de population, calculé comme suit :

Superficie de la commune x Coefficient de densité x Coefficient de population

❖ Stabilisation de la contribution au fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF)

S'agissant du FSRIF, tout comme en 2022, le PLF 2023 n'indique pas de nouvelle modification. L'enveloppe est donc envisagée stable à 350M€.

❖ Augmentation de 20 M€ de la dotation pour les titres sécurisés en 2023 (passeports...) et financement de nouveaux guichets et de plateformes numériques de rendez-vous.

Fiscalité

1-4

❖ Suppression de la cotisation à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sur 2 années

La cotisation à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée progressivement en 2023 et 2024 pour les entreprises. Ainsi, pour 2023, le taux d'imposition de la CVAE est réduit de moitié puis sera supprimé en 2024.

En compensation du produit de CVAE perdu, les collectivités percevront une fraction de TVA égale à la moyenne des produits de CVAE encaissés par chaque collectivité depuis 2020.

❖ Augmentation du taux de la taxe annuelle sur les logements vacants

Cette taxe concerne les logements non occupés ou non loués par leur propriétaire. Elle s'applique de plein droit pour les communes en « zone tendue » et peut-être instaurée par délibération dans les autres communes.

=> Augmentation du taux de 12,5 % à 17 % la 1^{ère} année d'imposition, puis de 25 % à 34 % pour les années suivantes, afin d'inciter à la non vacance des locaux.

❖ Report des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives

Le report de deux ans du calendrier de révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, qui servent d'assiette aux impôts directs locaux, est acté.

La révision des valeurs locatives des locaux professionnels est, elle aussi, décalée de deux ans, de 2023 à 2025.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

- le contexte national 2-1
- La situation groslaysienne 2-2
- Les grandes orientations budgétaires pour 2023 2-3

Le contexte national

2-1

Le PLF pour 2023 se fonde sur des hypothèses de stagnation du déficit public et de l'endettement, et sur une baisse de la croissance du PIB par rapport à 2022.

Principales données financières 2023

| | |
|---|---------|
| • Contexte macro-économique | |
| Croissance France | 1,0 % |
| Croissance Zone € | 1,5 % |
| Inflation | 4,2 % |
| • Administrations publiques | |
| Croissance en volume de la dépense publique | -1,5 % |
| Déficit public (% du PIB) | 5,0 % |
| Dettes publiques (% du PIB) | 111,2 % |

L'inflation diminuerait en 2023, à +4,2 % en moyenne annuelle. Elle serait encore élevée en glissement annuel au début de l'année et refluerait ensuite progressivement avec un retour du déficit public sous le seuil de 3 % à horizon 2027 (*hypothèse exposée dans le PLF 2023*).

L'aléa principal est lié à l'évolution du conflit en Ukraine et ses conséquences. Le scénario sur lequel repose le PLF intègre l'effet négatif sur l'activité des prix de gros de l'énergie (pétrole, gaz, électricité) restant à des niveaux très hauts en 2022 comme en 2023.

En 2023, le Gouvernement anticipe le maintien du déficit à 5,0 % du PIB, malgré une croissance économique prévue (+1,0 %).

La situation groslaysienne

2-2

En 2023, le contexte marqué par : la guerre en Ukraine, l'inflation importante sur certains produits, mais surtout l'augmentation du coût de l'énergie, n'est pas sans conséquence au niveau local. La revalorisation de nombreux contrats (prestations de services, achat d'électricité et de gaz, ...) paraît difficilement évitable.

De même, l'augmentation du point d'indice de la fonction publique à compter du 1^{er} juillet 2022 (+3,5%) vient impacter le budget consacré au personnel.

Les prévisions pour 2023 :

- **notre capacité de désendettement s'allonge pour repasser au dessus de 5 ans,**
- **notre taux d'épargne brut est en baisse.**

En dépit de cette situation et grâce aux efforts menés par la ville de Groslay, depuis le début du mandat, en matière de désendettement combiné à celui de maîtrise des charges de gestion demandée aux services, le projet de budget 2023 parvient à poursuivre la trajectoire et à dégager les marges de manœuvre nécessaires à la concrétisation opérationnelle des priorités de la mandature.

Les grandes orientations budgétaires pour 2023

2-3

- **Poursuivre un programme d'investissement dynamique et ambitieux dans les années à venir,**
- **Pour y parvenir, mobiliser le maximum de recettes d'investissement,**
- **Assurer la soutenabilité de la dette au regard des échéances de remboursement sans recourir à l'emprunt et sans peser plus sur les contribuables,**
- **Contenir les dépenses de fonctionnement pour préserver la capacité d'autofinancement brute de la ville tout en maintenant la qualité du service public,**
- **Poursuivre une politique de stabilité fiscale (taux d'imposition locaux inchangés) et d'optimisation des recettes.**

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

- ❑ Indicateurs fondamentaux suggérés par la Direction Générale des Collectivités Locales 3-1
- ❑ 2 ratios clés de la santé financière d'une collectivité 3-2
- ❑ Situation financière de la ville 3-3
- ❑ Evolution de l'équilibre budgétaire 3-4

Indicateurs fondamentaux suggérés par la Direction Générale des Collectivités Locales

3-1

➤ **L'ÉPARGNE BRUTE** : elle est aussi appelée capacité d'autofinancement brut.

Elle correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette).

L'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice, par priorité au remboursement de la dette, et pour le surplus, aux dépenses d'équipement.

L'épargne brute conditionne le degré de la solvabilité de la collectivité. En effet, l'indicateur le plus pertinent de l'endettement d'une collectivité consiste à mettre en évidence sa capacité à se désendetter.

➤ **L'ÉPARGNE NETTE** : cet indicateur correspond à l'autofinancement disponible pour le financement des investissements.

Elle est égale à l'épargne brute après déduction des remboursements de dette.

En cas d'épargne nette négative, un recours aux recettes propres d'investissement pour couvrir le remboursement du capital de la dette est possible.

2 ratios clés de la santé financière d'une collectivité 3-2

LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT : **encours de dette / épargne brute**

Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en consacrant toute l'épargne disponible à cet effet.

Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 ans est acceptable, et qu'au-delà, la situation devient dangereuse. Notre capacité prévisionnelle de désendettement s'allonge pour repasser au dessus de 5 ans. Cependant, ce délai demeure toujours très satisfaisant.

LE TAUX D'ÉPARGNE BRUTE : **épargne brute / recettes réelles de fonctionnement**

Ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de 8 % à 15 % est satisfaisant. Le taux d'épargne brute prévisionnel reste satisfaisant malgré sa baisse.

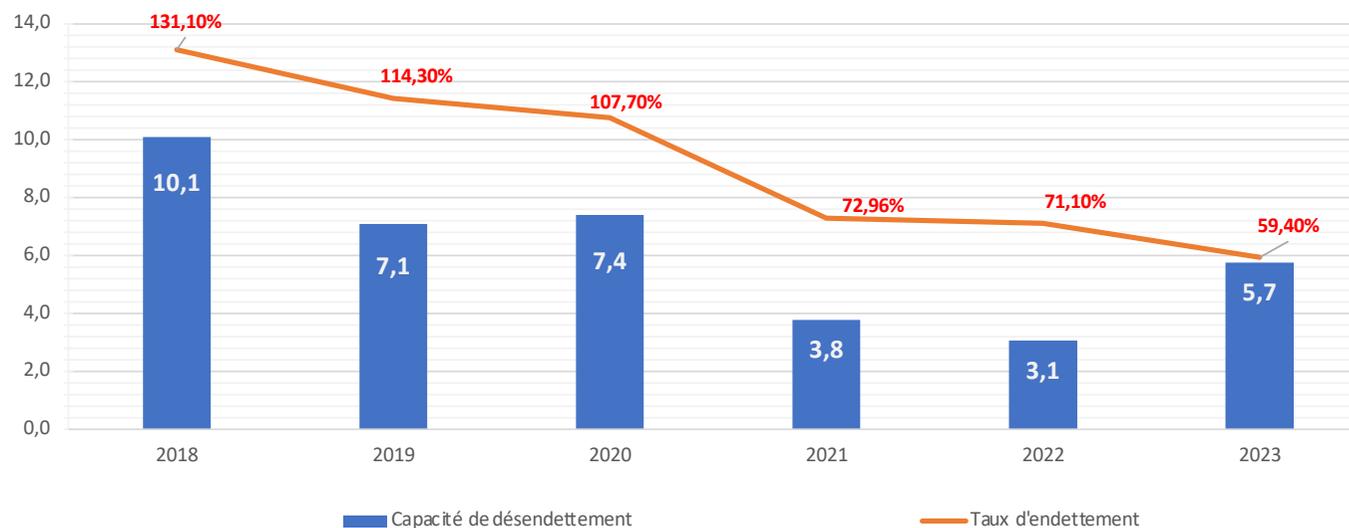
| Ville de Groslay | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 (Prévisionnel) |
|----------------------------|---------|---------|---------|--------|--------|------------------------|
| Capacité de désendettement | 10,1 | 7,1 | 7,4 | 3,8 | 3,1 | 5,7 |
| Taux d'épargne brut | 12,9% | 16,2% | 14,5% | 19,3% | 22,2% | 10,3% |
| Taux d'endettement | 131,10% | 114,30% | 107,70% | 72,96% | 71,10% | 59,40% |

Situation financière de la ville

3-3

L'évolution de la dette et la capacité de désendettement

Capacité de désendettement (en années)



Le taux d'endettement poursuit sa baisse mais notre capacité de désendettement s'allonge.

Situation financière de la ville

Le financement des investissements

3-3

L'inflation, le coût de l'énergie, les hausses des salaires viennent dégrader les niveaux d'épargne de la Ville.

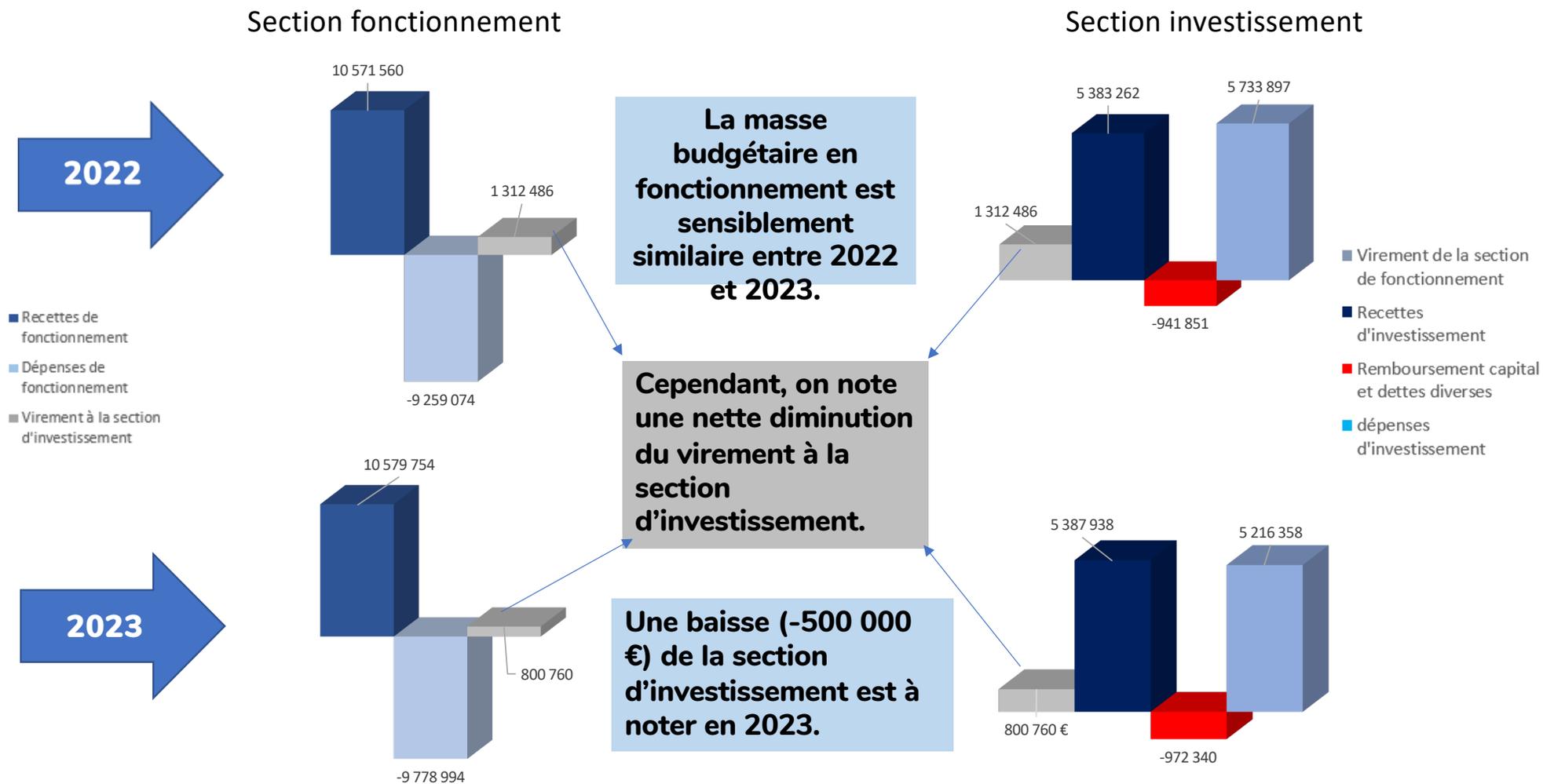
| Ville de Groslay | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Prévisionnel 2023 |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|
| Dépenses réelles | 8 205 966 | 8 432 844 | 8 417 672 | 9 067 420 | 7 838 981 | 9 486 460 |
| Recettes réelles | 9 426 608 | 10 058 506 | 9 850 722 | 11 236 631 | 10 206 828 | 10 579 754 |
| Epargne brut | 1 220 642 | 1 625 662 | 1 433 050 | 2 169 211 | 2 367 846 | 1 093 295 |
| Remboursement d'emprunt | 833 264 | 1 340 197 | 885 010 | 2 412 763 | 941 851 | 972 340 |
| Epargne nette | 387 378 | 285 464 | 548 040 | - 243 552 | 1 425 995 | 120 954 |
| % épargne nette | 4,1% | 2,8% | 5,6% | -2,2% | 14,0% | 1,1% |
| Etat de la dette au 31/12 | 12 354 879 | 11 496 398 | 10 611 338 | 8 198 576 | 7 256 724 | 6 284 385 |

Dégradation de l'épargne brute et nette qui demeurent toutefois positive.

Cependant, malgré une nette baisse de l'épargne nette ou brute, le budget primitif 2023 montre, comme en 2022, une capacité de financer nos investissements avec des fonds propres et sans recourir à de nouveaux emprunts.

Evolution de l'équilibre budgétaire

3-4



PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI)

Notre stratégie budgétaire nous permet d'envisager avec sérénité un véritable plan pluriannuel d'investissements

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) est un outil de prospective financière élaboré pour la durée du mandat. Il est actualisé chaque année, en fonction des aléas rencontrés.

Ce plan pluriannuel d'investissement a été élaboré sur la base des priorités d'actions que s'est fixées la municipalité avec comme grandes thématiques :

- **Grands projets publics**
- **Bâtiments publics**
- **Ecoles**
- **Voiries – Aménagement de terrains**

Plan pluriannuel d'investissement (PPI)

Grands Projets Publics

| Grands Projets Publics | Estimation | Réalisé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------------|----------------|------------------|------------------|---------------|------------------|
| PLACE DE LA LIBERATION | 413 590 | 133 823 | 202 000 | 77 767 | - | - |
| <i>Réfection parquet de la Salle des Fêtes</i> | <i>252 000</i> | <i>50 000</i> | <i>202 000</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| <i>Fin aménagement Salle des Fêtes, travaux scéniques (Lot 7).</i> | <i>161 590</i> | <i>83 823</i> | <i>-</i> | <i>77 767</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| SALLE POLYVALENTE | 3 461 299 | 351 414 | 1 336 180 | 1 773 705 | - | - |
| MAISON BERTHOUD Remise en état et conformité | 40 000 | - | - | 40 000 | - | - |
| MAISON DES ASSOCIATIONS (Etudes nouveau projet) | 2 100 000 | - | - | 50 000 | 50 000 | 2 000 000 |
| TOTAL | 6 014 889 | 485 237 | 1 538 180 | 1 941 472 | 50 000 | 2 000 000 |

Plan pluriannuel d'investissement (PPI) Bâtiments publics

| Bâtiments Publics | Estimation | Réalisé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| MAIRIE | 251 127 | - | 251 127 | - | - | - |
| AMENAGEMENT MAISON LEHIBOUX (Rue THIERS) | 81 561 | 12 325 | 44 236 | 25 000 | - | - |
| <i>Menuiserie</i> | <i>12 325</i> | <i>12 325</i> | - | - | - | - |
| <i>Ravalement et isolation thermique par l'extérieur</i> | <i>44 236</i> | - | <i>44 236</i> | - | - | - |
| <i>Aménagement intérieur</i> | <i>25 000</i> | - | - | <i>25 000</i> | - | - |
| PAVILLONS IMPASSE PAULA | 302 350 | - | - | 302 350 | - | - |
| <i>Acquisition du dernier Pavillon</i> | <i>200 000</i> | - | - | <i>200 000</i> | - | - |
| <i>Démolition des 3 pavillons</i> | <i>102 350</i> | - | - | <i>102 350</i> | - | - |
| SALLE PICHERY | 53 062 | - | 53 062 | - | - | - |
| système de régulation du chauffage DOJO Salle de danse | - | - | <i>30 000</i> | - | - | - |
| Armoire électrique | - | - | <i>8 600</i> | - | - | - |
| Mise en conformité des panneaux de basket | - | - | <i>11 462</i> | - | - | - |
| Achat d'une autolaveuse | - | - | <i>3 000</i> | - | - | - |
| EGLISE SAINT MARTIN | 580 000 | - | 30 000 | 250 000 | 300 000 | - |
| <i>Etude structurelle globale de l'édifice demandée par la DRAC</i> | <i>30 000</i> | - | <i>30 000</i> | - | - | - |
| <i>Travaux (clocher, contreforts du bas, restauration enduits...)</i> | <i>550 000</i> | - | - | <i>250 000</i> | <i>300 000</i> | - |
| ADAP | 335 700 | - | 35 700 | 50 000 | 100 000 | 150 000 |
| CHAUFFAGE P3 | 80 000 | - | 40 000 | 40 000 | - | - |
| ECLAIRAGE PUBLIC G4 | 272 630 | 90 630 | 62 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| TOTAL | 1 956 430 | 102 955 | 516 125 | 707 350 | 440 000 | 190 000 |

Plan pluriannuel d'investissement (PPI) Ecoles

| Ecoles | Estimation totale | Réalisé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| ECOLE ALPHONSE DAUDET | 1 113 900 | - | 30 000 | - | 933 900 | 150 000 |
| <i>Réfection couverture ALSH Daudet</i> | <i>30 000</i> | - | 30 000 | - | - | - |
| <i>Isolation thermique par l'extérieur</i> | <i>933 900</i> | - | - | - | 933 900 | - |
| <i>Réfection cour</i> | <i>150 000</i> | - | - | - | - | 150 000 |
| ECOLE MARIE LAURENCIN | 130 000 | - | 130 000 | - | - | - |
| Réfection de la cour | | | | | | |
| ECOLE LES GLAISIERES | 1 217 503 | 107 504 | 196 700 | 883 300 | 30 000 | - |
| <i>Construction d'un ALSH les Glaisières (bâtiment modulaire)</i> | <i>271 948</i> | <i>83 849</i> | <i>188 100</i> | - | - | - |
| <i>Reprise du soubassement</i> | <i>8 600</i> | - | 8 600 | - | - | - |
| <i>Mobilier</i> | <i>23 655</i> | 23 655 | - | - | - | - |
| <i>Isolation thermique par l'extérieur</i> | <i>883 300</i> | - | - | 883 300 | - | - |
| <i>Création d'un préau dans la cour de la maternelle des Glaisières</i> | <i>30 000</i> | - | - | - | 30 000 | - |
| TOTAL | 2 461 403 | 107 504 | 356 700 | 883 300 | 963 900 | 150 000 |

Plan pluriannuel d'investissement (PPI)

Voiries – Aménagements de terrains

| Voiries - Aménagement de terrains | Estimation | Réalisé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| RUE DES MERIENS | 347 654 | 155 972 | 191 682 | - | - | - |
| RUE DES CARRIERES | 731 676 | - | 331 676 | 200 000 | 200 000 | - |
| REFECTION RUE DU CHAMP DE L'ASILE | 340 000 | - | - | - | 340 000 | - |
| REFECTION DE LA RUE PIERRE CORRE | 200 000 | - | - | - | 200 000 | - |
| CHEMIN DU SAVAT Réfection des enrobés et petits aménagements | - | - | - | - | - | 100 000 |
| REFECTION DU PARKING DU MARCHÉ (Partie sur Rue DES OUCHES) | 114 000 | - | - | - | 114 000 | - |
| PLACE DE LA LIBERATION Reprise du projet en intégrant du stationnement | 545 237 | - | - | - | - | 545 237 |
| CIMETIERE | 94 800 | - | 84 800 | 10 000 | - | - |
| <i>Remplacement de la clôture</i> | <i>34 800</i> | <i>-</i> | <i>34 800</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| <i>Travaux d'extension du cimetière</i> | <i>60 000</i> | <i>-</i> | <i>50 000</i> | <i>10 000</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| AMENAGEMENT TERRAIN DES OUCHES | 20 898 | 2 398 | 12 500 | 6 000 | - | - |
| | 2 394 265 | 158 370 | 620 658 | 216 000 | 654 000 | 545 237 |

Synthèse plan pluriannuel d'investissements

| DESIGNATION DES TRAVAUX | Estimation totale | Réalisé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Grands Projets Publics | 6 014 889 | 485 237 | 1 538 180 | 1 941 472 | 50 000 | 2 000 000 |
| Bâtiments Publics | 1 956 430 | 102 955 | 516 125 | 707 350 | 440 000 | 190 000 |
| Ecoles | 2 461 403 | 107 504 | 356 700 | 883 300 | 963 900 | 150 000 |
| Voirie - Aménagement de terrain | 2 394 265 | 158 370 | 620 658 | 216 000 | 654 000 | 545 237 |
| TOTAL GENERAL | 12 826 987 | 854 066 | 3 031 663 | 3 748 122 | 2 107 900 | 2 885 237 |

LES DETAILS DU BUDGET 2023

| Section | BP 2022 | BP 2023 | Ecart |
|---------------------|------------------------|------------------------|--------------|
| FONCTIONNEMENT | 10 571 559,92 € | 10 579 754,07 € | 0,1% |
| INVESTISSEMENT | 6 695 748,08 € | 6 188 881,41 € | -7,6% |
| TOTAL BUDGET | 17 267 308,00 € | 16 768 635,48 € | -2,9% |

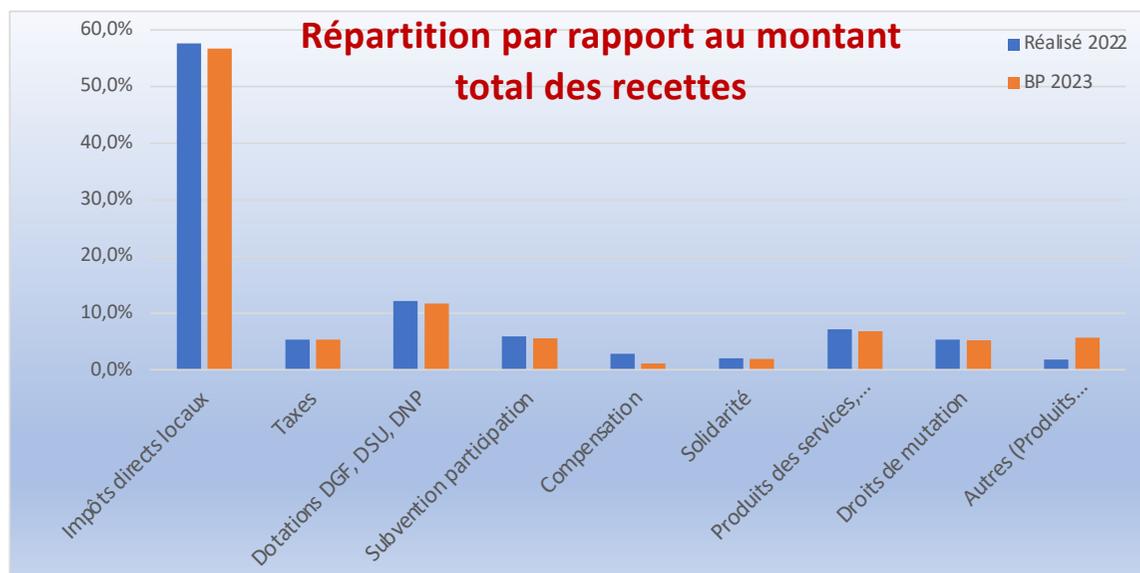
LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

Les recettes de fonctionnement stables

Elles reposent principalement sur :

- les recettes fiscales (impôts et taxes). En 2022, celles-ci représentent 80,4 % des recettes de fonctionnement, (79 % BP 2023),
- les dotations avec 12,1% (11,7% BP 2023),
- et les 19,6 % restant proviennent essentiellement des subventions et des produits des services (21 % BP 2023).



| Répartition par rapport au montant total des recettes de fonctionnement | Réalisé 2022 | BP 2023 |
|---|--------------|---------|
| Impôts directs locaux | 57,6% | 56,8% |
| Taxes | 5,3% | 5,3% |
| Dotations DGF, DSU, DNP | 12,1% | 11,7% |
| Subvention participation | 5,9% | 5,5% |
| Compensation | 2,8% | 1,1% |
| Solidarité | 2,0% | 1,9% |
| Produits des services, du domaine... | 7,1% | 6,8% |
| Droits de mutation | 5,4% | 5,2% |
| Autres (Produits exceptionnels ...) | 1,8% | 5,7% |

Recettes de fonctionnement stables

| Recettes de fonctionnement hors résultat reporté | 2021 | 2022 | | 2023 |
|--|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Total recettes de fonctionnement , dont : | 10 434 429 € | 10 571 560 € | 10 206 828 € | 10 579 754 € |
| Impôts directs locaux | 5 470 955 € | 5 747 909 € | 5 876 987 € | 6 007 000 € |
| Taxes | 483 081 € | 490 000 € | 541 422 € | 561 000 € |
| Dotations | 1 257 834 € | 1 236 983 € | 1 238 544 € | 1 239 988 € |
| Attributions de compensation | 302 856 € | 300 500 € | 286 179 € | 120 000 € |
| Subventions, participations | 815 295 € | 693 776 € | 599 262 € | 584 758 € |
| Fonds de solidarité | 286 907 € | 225 591 € | 206 190 € | 198 592 € |
| Produits des services, du domaine... | 647 107 € | 780 227 € | 723 791 € | 717 859 € |
| Droit de mutation | 641 823 € | 650 000 € | 546 220 € | 550 000 € |
| Autres (Produits exceptionnels ...) | 442 668 € | 446 574 € | 188 233 € | 600 557 € |
| Produits cessions immobilisations | 85 902 € | - € | - € | - € |

L'augmentation naturelle des impôts locaux (sans augmentation des taux) se confirme.

Baisse provenant de la diminution de l'attribution de la CAPV.

Augmentation justifiée par l'intégration, dans le cadre de la M57 au compte autres produits de gestion courante, des remboursements des assurances.

Les impôts et taxes

Pour la 10^{ème} année consécutive, la Commune a décidé de ne pas augmenter les taux communaux pour 2023.

Concernant les taxes, la prévision est alignée sur l'année précédente à l'exception de la taxe sur la publicité dont, des taxes restent à percevoir de certaines entreprises : Jardiland, Gifi, Décathlon à hauteur de 24 985,52 €.

| Les taxes | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| Taxe sur les pylônes électriques | 41 616 € | 42 000 € | 42 704 € | 42 000 € |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | 180 254 € | 178 000 € | 245 898 € | 245 000 € |
| Taxe locale sur la publicité extérieure | 10 777 € | 13 000 € | 1 607 € | 24 000 € |
| Taxe nuisances aéroportuaires | 250 434 € | 257 000 € | 251 214 € | 250 000 € |
| Total | 483 081 € | 490 000 € | 541 422 € | 561 000€ |

Les dotations

Le montant inscrit pour 2023 est basé sur une stabilité des dotations.

| Dotations | 2021 | 2022 | | 2023 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Dotation forfaitaire | 944 434 € | 950 000 € | 937 922 € | 950 000 € |
| Dotation de solidarité urbaine/rurale | 120 608 € | 110 000 € | 119 470 € | 115 000 € |
| Dotation nationale de péréquation | 147 334 € | 145 000 € | 139 539 € | 136 000 € |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle | 26 983 € | 26 983 € | 26 983 € | 26 988 € |
| Dotation pour les titres sécurisés | - € | - € | 14 630 € | 12 000 € |
| Dotation générale de décentralisation (concours particulier relatif aux bibliothèques) | 18 475 € | 5 000 € | - € | - € |
| Total | 1 257 834 € | 1 236 983 € | 1 238 544 € | 1 239 988 € |

La Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) représente 76,6% du chapitre.

Les attributions de compensation, les subventions et participations

| Les attributions de compensation, les subventions et participations | 2021 | 2022 | | 2023 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget Primitif |
| Attributions de compensation | | | | |
| Attribution fonds Départemental de péréquation de la taxe | 92 616 € | 90 000 € | 91 121 € | 90 000 € |
| Etat - compensation Exonérations taxes foncières | 10 672 € | 10 500 € | 10 693 € | 10 000 € |
| Etat - compensation Exonérations taxe habitation | - € | - € | 163 731 € | - € |
| Attribution de compensation CAPV | 199 568 € | 200 000 € | 20 635 € | 20 000 € |
| Total | 302 856 € | 300 500 € | 286 179 € | 120 000 € |
| Subventions, participations | | | | |
| FCTVA | 86 559 € | 48 584 € | - € | 10 000 € |
| Autres | 4 013 € | 2 460 € | 3 461 € | 463 € |
| Département (transport scolaire) | 95 991 € | 112 437 € | 113 429 € | 124 000 € |
| Autres organismes (Caf) | 228 437 € | 230 000 € | 182 077 € | 150 000 € |
| Reprise sur provision pour risques et charges financiers (Corbin) | 100 000 € | - € | - € | - € |
| Sortie des emprunts à risques (Fond de soutien pour les emprunts structurés) | 300 295 € | 300 295 € | 300 295 € | 300 295 € |
| Total | 815 295 € | 693 776 € | 599 262 € | 584 758 € |

Cela concerne le reversement de fiscalité par la communauté d'agglomération dont l'analyse est faite page 32.

Concerne uniquement la crèche, les autres participations sont intégrés avec le paiement des familles (Cf page 34).

les Fonds de Solidarité

| Fonds de Solidarité | 2021 | 2022 | | 2023 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Dotation de solidarité communautaire (DSC) | 32 461 € | 32 000 € | 31 577 € | 30 000 € |
| Fond national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) | 68 591 € | 68 591 € | 68 591 € | 68 592 € |
| Fonds de solidarité des communes de la région IDF | 129 661 € | 125 000 € | 106 022 € | 100 000 € |
| Autres fiscalités reversées | 56 195 € | - € | - € | - € |
| Total | 286 907 € | 225 591 € | 206 190 € | 198 592 € |

Les reversements de fiscalité par la C.A.P.V.

Le montant provisoire de l'attribution de compensation pour 2023 a été fixé à 20 634,55 €, montant équivalent à celui de 2022.

Le montant définitif sera fixé après le rapport annuel de la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) qui permet la fixation d'un coût net des charges transférées et détermine une attribution annuelle de compensation (positive ou négative) entre la Communauté et chaque commune.

Le montant de cette attribution a vu son montant nettement diminuer en 2022 (- 89,66 %).

En ce qui concerne la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) dont la vocation est de réduire les inégalités entre les communes d'une même intercommunalité, la Ville se voit attribuer une dotation de solidarité constante d'environ 30 000 €.

| Les contributions de la CAPV | 2021 | 2022 | | 2023 | Réalisé 2022/2021 |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif | |
| Attribution de compensation | 199 568,15 € | 200 000,00 € | 20 634,55 € | 20 000,00 € | -89,7% |
| Dotation de solidarité communautaire | 32 460,58 € | 32 000,00 € | 31 577,26 € | 30 000,00 € | -2,7% |
| Total | 232 028,73 € | 232 000,00 € | 52 211,81 € | 50 000,00 € | -77,5% |

Les produits des services, du domaine et ventes diverses

Les produits des services sont composés essentiellement par les recettes périscolaires (restaurant scolaire et centre de loisirs), auxquelles s'ajoutent les concessions cimetières.

| Les produits des services, du domaine et ventes diverses | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|--|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| Concession dans les cimetières | 15 990 € | 17 000 € | 13 573 € | 12 000 € |
| Redevance d'occupation du domaine public communal | 14 980 € | 20 000 € | 6 240 € | 7 000 € |
| Redevances Centre de loisirs et Médiathèque | 194 444 € | 240 660 € | 266 495 € | 270 279 € |
| Redevances Restauration scolaire, études | 337 644 € | 380 000 € | 370 693 € | 365 000 € |
| Transport scolaire (carte bus) | 19 981 € | 20 000 € | 12 663 € | 14 980 € |
| Remboursement de la Taxe ordures ménagères | 2 053 € | 2 000 € | 2 000 € | 2 000 € |
| Revenus des immeubles (Logements communaux, jardins...) | 62 075 € | 100 567 € | 52 128 € | 45 600 € |
| Total | 647 107 € | 780 227 € | 723 791 € | 717 859 € |

Sont regroupés, dans ce compte, le paiement des famille et le reversement de la CAF.

La baisse s'explique par la fin du bail consenti pour le Moulin de l'Aunay.

Il est à noter que la Ville de Groslay, contrairement à la plupart des Communes, n'a pas encore répercuté sur les usagers l'augmentation du coût de l'énergie ni la hausse des prix liée à l'inflation importante sur certains produits.

Autres (produits exceptionnels...)

La M57 englobe désormais, dans le compte autres produits de gestion courante, les anciens produits exceptionnels comme les remboursements des compagnies d'assurances ainsi que les avoirs, les remboursements divers.

| Autres (produits exceptionnels) | 2021 | 2022 | | 2023 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Remboursements sur rémunérations du personnel | 80 210 € | 50 000 € | 92 307 € | 50 000 € |
| Autres produits de gestion courante | 47 544 € | 10 000 € | 14 642 € | 472 545 € |
| Mandats annulés sur exercices antérieurs | 6 431 € | - € | 27 165 € | 5 000 € |
| Produits exceptionnels divers (astreintes administratives, antennes) | 308 484 € | 386 574 € | 54 119 € | 73 012 € |
| Total | 442 668 € | 446 574 € | 188 233 € | 600 557 € |

Sur 2023, sont inscrits les remboursements des assurances pour le parquet de la salle des fêtes et le solde de la Salle Roger DONNET.

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

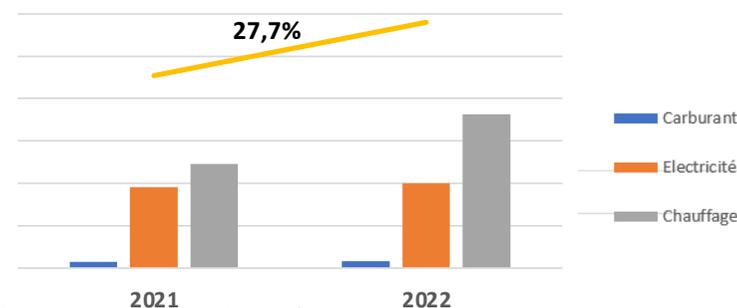
DEPENSES

Dépenses de fonctionnement - Surcoût lié à l'inflation

En 2022, la ville a dû faire face aux dépenses supplémentaires induites par l'inflation, dont certaines ont fait l'objet d'inscriptions budgétaires complémentaires.

Sur les seuls fluides (électricité, gaz, chauffage, carburants), la ville a dû assumer un surcoût globalisé de 125 929 € (27,7%). La plus forte hausse 47,3 % concerne le gaz.

| Fluide | 2021 | 2022 | Ecart | |
|--------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| Carburant | 14 633,18 € | 16 435,32 € | 1 802,14 € | 12,3% |
| Electricité | 191 451,93 € | 199 276,24 € | 7 824,31 € | 4,1% |
| Gaz | 245 795,41 € | 362 097,84 € | 116 302,43 € | 47,3% |
| Total | 453 901,52 € | 579 831,40 € | 125 928,88 € | 27,7% |



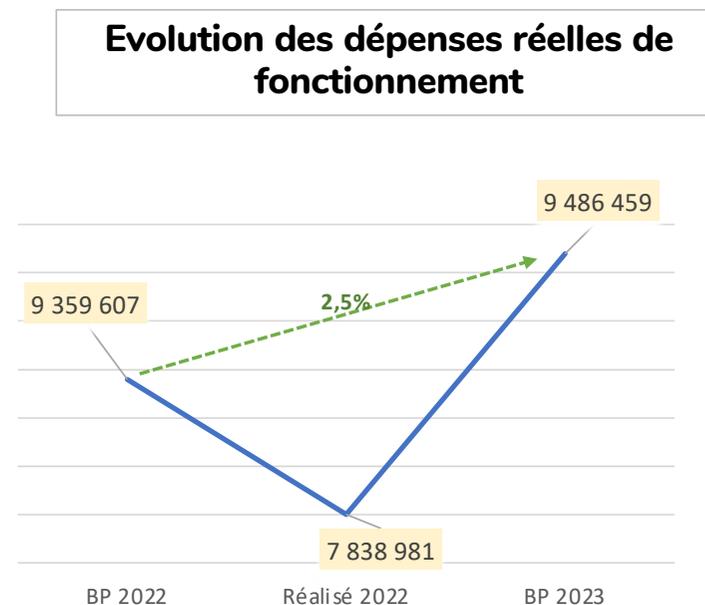
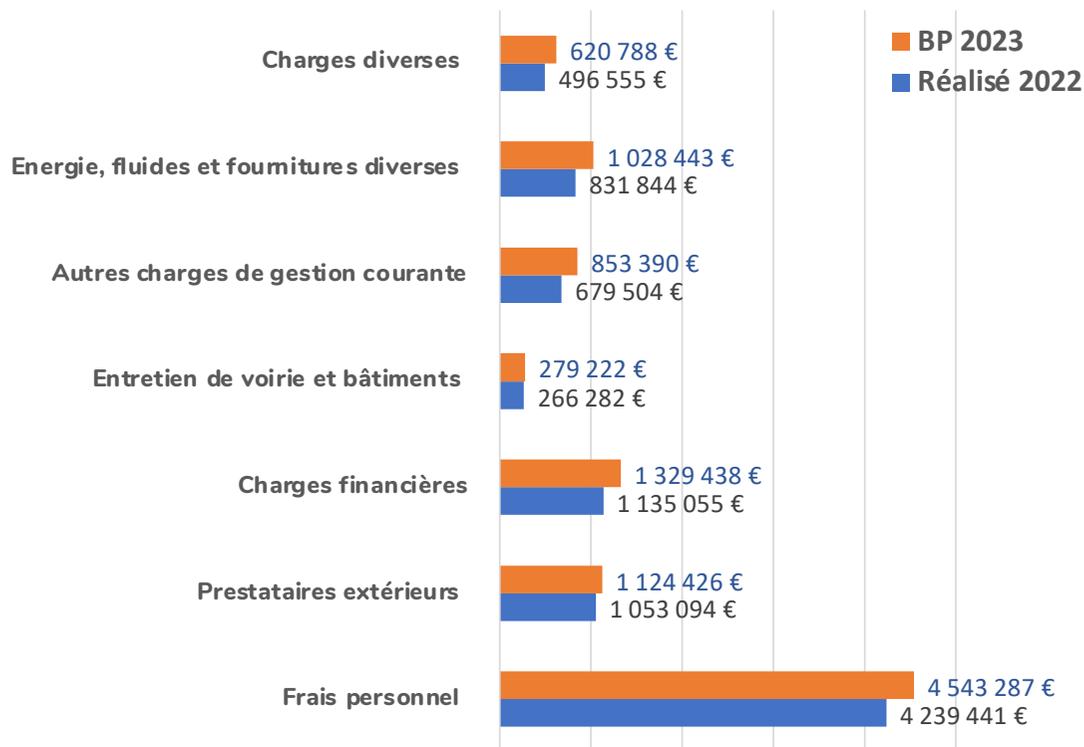
L'inflation devrait, pour 2023, impacter tout particulièrement plusieurs postes de dépenses :

- Les fluides (électricité ; gaz ; chauffage),
- Le carburant,
- Les denrées alimentaires.

L'inflation aura également un impact sur l'ensemble des achats et des marchés publics de la ville (les nouveaux et les anciens soumis à une clause de révision).

Pour financer ce surcoût et la hausse du point d'indice en année pleine, l'évolution des dépenses de fonctionnement a dû être encadrée lors de la préparation budgétaire 2023.

Dépenses de fonctionnement en hausse afin d'intégrer l'augmentation du prix de l'énergie et de l'inflation



Les dépenses de fonctionnement

Prévision à la hausse des charges à caractère général en raison de la hausse du coût de l'énergie et de l'inflation

| Dépenses de fonctionnement | 2021 | 2022 | | 2023 | BP 2023 / réalisé 2022 |
|--|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|------------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif | |
| Frais personnel | 4 188 775 € | 4 250 433 € | 4 239 441 € | 4 543 287 € | 7,2% |
| Prestataires extérieurs | 981 888 € | 1 111 310 € | 1 043 686 € | 1 116 666 € | 7,0% |
| Charges financières et autres charges | 1 857 821 € | 1 316 919 € | 1 144 539 € | 1 339 026 € | 17,0% |
| Entretien de voirie et bâtiments | 278 259 € | 264 024 € | 266 282 € | 279 222 € | 4,9% |
| Autres charges de gestion courante | 690 205 € | 851 976 € | 679 428 € | 864 382 € | 27,2% |
| Energie, fluides et fournitures diverses | 684 765 € | 845 510 € | 831 844 € | 1 015 643 € | 22,1% |
| Charges diverses (honoraires, assurances, affranchissement...) | 553 116 € | 618 903 € | 496 555 € | 620 768 € | 25,0% |
| Sous total | 9 067 420 € | 9 259 074 € | 8 701 776 € | 9 778 994 € | 12,4% |
| Virement à la section investissement | | 1 312 486 € | | 800 760 € | |
| Total dépenses de fonctionnement | 9 067 420 € | 10 571 560 € | 8 701 776 € | 10 579 754 € | 17,8% |

Charges de personnel et frais assimilés

Les charges de personnel représentent 46,5 % des charges de fonctionnement.

| Charges de personnel et frais assimilés | 2021 | 2022 | | 2023 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Autre personnel extérieur (TREMPLIN) | 244 109 € | 165 001 € | 142 799 € | 160 600 € |
| Personnel Titulaire et contractuel | 3 944 665 € | 4 085 432 € | 4 096 642 € | 4 382 687 € |
| Total | 4 188 774 € | 4 250 433 € | 4 239 441 € | 4 543 287 € |

Augmentation des charges de personnel pour financer :

- En année pleine, la hausse du point d'indice de la fonction publique (+3,5%, depuis le 1^{er} juillet 2022) mise en place pour modérer l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires.
- La volonté demeure de réduire le recours à TREMPLIN, par l'embauche directe d'agents dans les derniers secteurs concernés : entretien et restauration scolaire.

Evolution des effectifs de la Ville

| | |
|------|-----|
| 2023 | 109 |
| 2022 | 110 |
| 2021 | 105 |
| 2020 | 91 |

Les contrats avec des prestataires extérieurs

Le contexte inflationniste va impliquer une revalorisation de la plupart des tarifs. Une augmentation de l'ensemble des contrats est, de ce fait actée, dans le BP 2023. La plus forte hausse concerne les transports scolaires (+21,9%).

| Contrats | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|---|------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| Les séjours du service scolaire - jeunesse, marché de restauration scolaire, fêtes et cérémonies... | 254 290 € | 365 603 € | 349 087 € | 391 006 € |
| Dératisation, nettoyage voirie, géolocalisation, photocopieur, ... | 270 849 € | 218 503 € | 192 565 € | 209 099 € |
| Crèche (réservation 20 berceaux) | 199 488 € | 202 000 € | 198 972 € | 199 480 € |
| Contrats d'entretien et de maintenance (extincteurs, ascenseurs, alarmes, nettoyage hottes ...) ainsi que l'assistance liée aux logiciels Ciril, Afi, Défi... | 107 193 € | 153 456 € | 146 766 € | 122 631 € |
| Frais de nettoyage des locaux (vitres) | - € | - € | - € | 4 000 € |
| Transport scolaire | 150 068 € | 171 748 € | 156 295 € | 190 450 € |
| Total | 814 480 € | 1 111 310 € | 1 043 686 € | 1 116 666 € |

Energie, fluides et fournitures diverses

| Energie, fluides | 2021 | 2022 | | 2023 |
|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Eau et assainissement | 124 752 € | 137 000 € | 82 602 € | 93 000 € |
| Energie - électricité | 191 452 € | 260 000 € | 199 276 € | 250 000 € |
| Gaz | 167 408 € | 237 000 € | 362 098 € | 430 000 € |
| Carburants | 14 633 € | 20 000 € | 16 435 € | 22 200 € |
| Total énergie et fluides | 498 246 € | 654 000 € | 660 412 € | 795 200 € |

| Fournitures diverses | 2021 | 2022 | | 2023 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Autres fournitures non stockées | 18 990 € | 5 162 € | 2 770 € | 1 800 € |
| Fournitures d'entretien | 22 128 € | 28 000 € | 25 406 € | 28 000 € |
| Fournitures de voirie | 19 770 € | 24 000 € | 13 701 € | 24 500 € |
| Fournitures de petit équipement | 45 565 € | 35 478 € | 35 741 € | 43 411 € |
| Livres, disques, cassettes | 4 217 € | 4 000 € | 3 737 € | 5 000 € |
| Fournitures administratives | 7 670 € | 5 200 € | 6 097 € | 7 200 € |
| Fournitures scolaires | 35 805 € | 34 180 € | 33 083 € | 38 182 € |
| Autres matières et fournitures (renouvellement jeux...) | 32 376 € | 55 490 € | 50 897 € | 72 350 € |
| Total fournitures diverses | 186 520 € | 191 510 € | 171 433 € | 220 443 € |

La crise énergétique actuelle impacte significativement l'exercice 2023. La poursuite de l'inflation des énergies fossiles et les incertitudes liées au parc nucléaire français sont matérialisées par une progression supplémentaire des charges.

L'entretien des voiries et des bâtiments

| L'entretien des voiries et des bâtiments | 2021 | 2022 | | 2023 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Entretien et réparation sur biens immobiliers (paiement factures espaces verts ancien mandat) | 540 € | 6 000 € | 21 199 € | 19 000 € |
| Travaux d'entretien bâtiments publics (entretien réseau, suppression branchement gaz...) | 40 404 € | 13 000 € | 2 210 € | 10 000 € |
| Travaux d'entretien autres bâtiments (Eglise, Stade, Maison Lehiboux...) | 6 986 € | 23 228 € | 14 847 € | 20 000 € |
| Travaux d'entretien de voirie, marquage au sol, balayeuse | 187 182 € | 147 500 € | 163 751 € | 165 000 € |
| Travaux de réparation éclairage public, des bornes incendie... | 30 634 € | 61 796 € | 54 861 € | 54 222 € |
| Entretien et réparation de matériels (services techniques et restauration scolaire) | 12 512 € | 12 500 € | 9 412 € | 11 000 € |
| Total | 278 259 € | 264 024 € | 266 282 € | 279 222 € |

Charges financières, amortissements et autres charges exceptionnelles

| Charges financières, amortissements et autres charges exceptionnelles | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| Intérêts - rattachement des ICNE (Intérêts courus non échus) | -13 370 € | -10 735 € | -8 401 € | -11 061 € |
| Autres charges financières (Intérêts moratoires, intérêts compte courant, pénalités sur marchés...) | 4 390 € | 5 000 € | 266 € | 8 100 € |
| Charges financières diverses | 16 739 € | 10 336 € | 17 261 € | 9 858 € |
| Intérêt des emprunts | 308 608 € | 269 996 € | 269 996 € | 236 277 € |
| Charges exceptionnelles (dont contentieux) | 723 281 € | 10 370 € | 875 € | 2 558 € |
| Dotations aux amortissements | 818 174 € | 832 899 € | 864 543 € | 894 242 € |
| Dotations aux provisions pour risques (contentieux Le Colombier) | - € - | 199 053 € | - € | 199 053 € |
| Total | 1 857 821 € | 1 316 919 € | 1 144 539 € | 1 339 026 € |

Autres charges de gestion courante

Composées essentiellement par les indemnités versées aux élus, les subventions aux associations et la subvention de fonctionnement du CCAS, participent également à l'effort de la maîtrise des dépenses avec leur stabilisation.

| Autres charges de gestion courantes | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|--|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| CCAS | 220 000 € | 220 000 € | 220 000 € | 220 000 € |
| Subventions aux associations | 194 270 € | 201 400 € | 201 400 € | 207 496 € |
| Services incendie (SDIS) | 153 148 € | 152 800 € | 152 754 € | 160 000 € |
| Autres contributions (Participation Centre Nautique Intercommunal, SIEABP) | 13 597 € | 165 772 € | 13 526 € | 179 472 € |
| Autres charges de gestion courante (Indemnités des élus...) | 109 190 € | 112 004 € | 91 748 € | 97 414 € |
| Total | 690 205 € | 851 976 € | 679 428 € | 864 382 € |

Votée lors du Conseil Municipal du 10/03/2022, la participation au Centre Nautique, pour 2022, n'a pas été sollicitée, d'où un réalisé inférieur. Le montant notifié, pour 2023, s'élève à 165 872 €

Charges diverses

| Charges diverses | 2021 | 2022 | | 2023 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Alimentation | 5 981 € | 14 740 € | 9 004 € | 14 280 € |
| Vêtements de travail | 8 558 € | 18 565 € | 12 599 € | 15 980 € |
| Crédit bail, locations | 71 087 € | 68 594 € | 67 887 € | 32 800 € |
| Assurances (Dont dommage ouvrage) | 72 031 € | 118 867 € | 86 687 € | 125 000 € |
| Taxes, impôts (TF), redevances (Véolia) | 145 583 € | 171 860 € | 144 082 € | 178 700 € |
| Fêtes et cérémonies | 49 881 € | 36 535 € | 31 229 € | 34 600 € |
| Etudes, documentation générale, formation ... | 33 291 € | 35 608 € | 31 355 € | 45 435 € |
| Matériel roulant, transport de biens | 12 562 € | 9 824 € | 8 106 € | 25 600 € |
| Frais d'affranchissement | 5 592 € | 11 000 € | 10 457 € | 11 000 € |
| Frais de télécommunication | 78 512 € | 71 842 € | 63 192 € | 53 000 € |
| Honoraires, frais d'actes ... | 26 134 € | 46 978 € | 17 374 € | 52 300 € |
| Publications, annonces et insertions | 17 294 € | 8 581 € | 6 462 € | 21 806 € |
| Divers (mise en ligne marchés public, FAST, Migration logiciel Web dette) | 26 610 € | 5 909 € | 8 121 € | 10 267 € |
| Total | 553 116 € | 618 903 € | 496 555 € | 620 768 € |

Comme nous nous étions engagés les frais de télécommunication sont en baisse.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

RECETTES

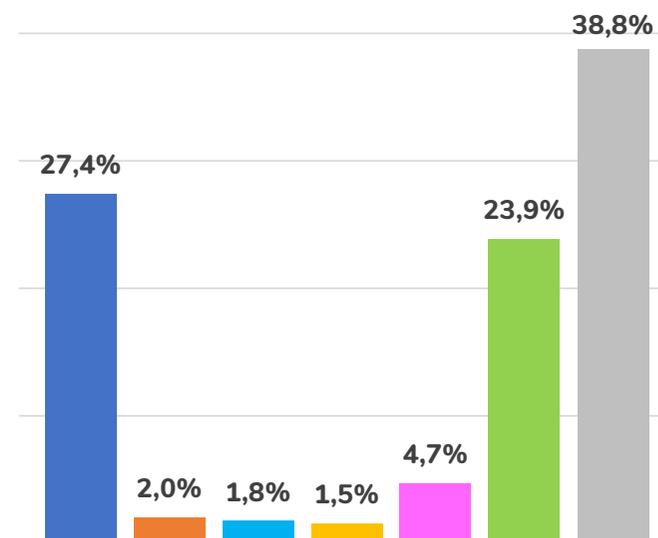
Financement des investissements par la mobilisation des ressources disponibles

Le financement de la section d'investissement sera assuré grâce aux ressources propres :

- Virement du fonctionnement et les amortissements (27,39 %)
- Cessions d'immobilisations (2 %)
- FCTVA (1,78 %)
- Taxe d'aménagement (1,54 %)
- Autres : opérations patrimoniales, provision (4,67 %)

S'ajouteront :

- les subventions prévues pour diverses opérations (23,86 %)
- et le provisionnel concernant l'excédent de fonctionnement capitalisé (38,77 %)



La ville poursuit sa démarche de recherche active de recettes extérieures, afin de ne pas recourir à l'emprunt.

Les recettes d'investissement en baisse

(- 7,6% par rapport au BP 2022)

| Recettes d'investissement | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| Virement de la section fonctionnement | | 1 312 486 € | | 800 760 € |
| Produits des cessions | - € | 117 236 € | - € | 124 103 € |
| Subventions d'investissement | - € | 1 654 209 € | 329 363 € | 1 476 317 € |
| Taxe d'aménagement | 237 831 € | 190 654 € | 72 010 € | 95 000 € |
| FCTVA | 338 065 € | 130 000 € | 107 515 € | 110 000 € |
| Amortissements | 906 212 € | 832 899 € | 864 543 € | 894 242 € |
| Provision pour contentieux SFIL | - € | 199 053 € | - € | 199 053 € |
| Autres (Opérations patrimoniales) | 96 313 € | 90 000 € | 33 049 € | 90 000 € |
| Sous-Total Recettes | 1 578 421 € | 4 526 537 € | 1 406 479 € | 3 789 475 € |
| Excédent de fonctionnement capitalisé | 241 169 € | 2 169 211 € | 2 169 211 € | 2 399 224 € |
| Total Recettes | 1 819 589 € | 6 695 748 € | 3 575 690 € | 6 188 698 € |

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

Les dépenses d'investissement

Le détail des dépenses d'équipement prévues pour 2023 est le suivant :

31,4 % € dédiés aux Grands projets publics (Salle Polyvalente, Maison Médicale, Isolation Mairie...)

15,7 % pour le remboursement de l'emprunt

12,7 % pour les Voiries et l'aménagement de terrains (Rue des Mériens, Rue des Carrières)

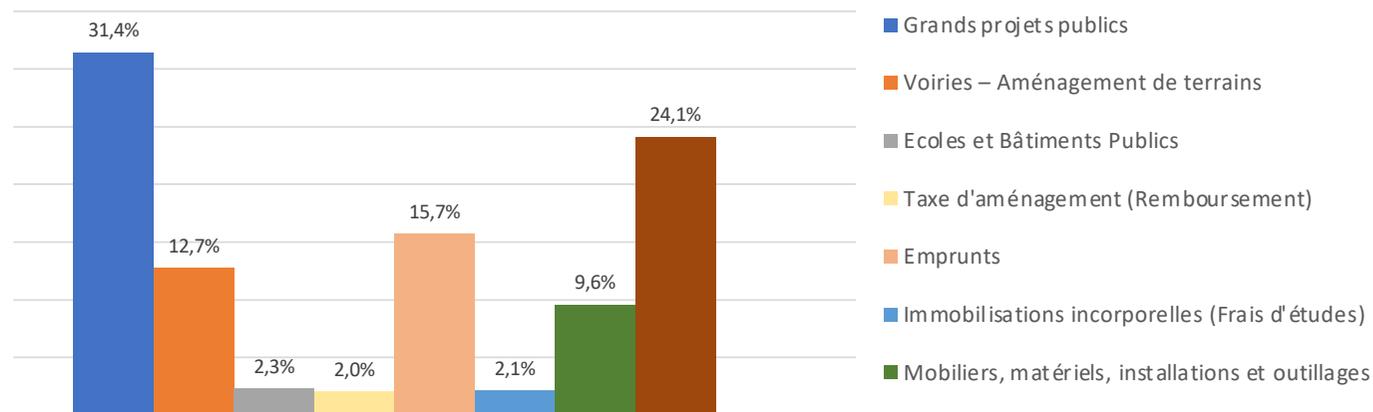
9,6 % pour l'acquisition de mobiliers, matériels, installations et outillages

2,3 % pour les écoles et les bâtiments publics

2,1 % pour les immobilisations incorporelles (Frais d'études)

2 % pour la taxe d'aménagement

Le solde **24,1 %** concerne les opérations patrimoniales et le déficit d'investissement reporté.



Les dépenses d'investissement

| Dépenses d'investissement | 2021 Réalisé | 2022 | | 2023 Budget primitif |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| | | BP | Réalisé | |
| Grands projets publics | 164 400 € | 2 232 209 € | 1 424 008 € | 1 944 894 € |
| Voiries – Aménagement de terrains | 276 289 € | 511 254 € | 174 529 € | 788 849 € |
| Ecoles et Bâtiments Publics (dont Algéco des Glaisières) | 114 228 € | 422 717 € | 238 187 € | 363 820 € |
| Taxe d'aménagement (Remboursement) | 5 297 € | 125 483 € | - € | 125 483 € |
| Emprunts | 2 412 763 € | 941 851 € | 941 851 € | 972 340 € |
| Immobilisations incorporelles (frais d'études) | 80 548 € | 104 176 € | 62 768 € | 128 676 € |
| Mobiliers, matériels, installations et outillages | 341 281 € | 269 167 € | 125 388 € | 374 146 € |
| Autres (Opérations patrimoniales) | 207 340 € | 90 000 € | 10 558 € | 90 000 € |
| Déficit d'investissement reporté | 241 169 € | 1 998 891 € | 1 998 891 € | 1 400 490 € |
| Total dépenses | 3 843 314 € | 6 695 748 € | 4 976 180 € | 6 188 698 € |
| Total Recettes | 1 844 423 € | 6 695 748 € | 3 575 690 € | 6 188 698 € |
| <i>Solde Déficit d'investissement (dépenses- recettes)</i> | | -1 998 891 € | -1 400 490 € | |

Les dépenses d'investissement

| Dépenses d'investissement | 2021 | 2022 | | 2023 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Réalisé | BP | Réalisé | Budget primitif |
| Grands projets publics | 164 400 € | 2 232 209 € | 1 424 008 € | 1 944 894 € |
| Voiries – Aménagement de terrains | 276 289 € | 511 254 € | 174 529 € | 788 849 € |
| Ecoles et Bâtiments Publics (dont Algéco des Glaisières) | 114 228 € | 422 717 € | 238 187 € | 363 820 € |
| Taxe d'aménagement (Remboursement) | 5 297 € | 125 483 € | - € | 125 483 € |
| Emprunts | 2 412 763 € | 941 851 € | 941 851 € | 972 340 € |
| Immobilisations incorporelles (Frais d'études...) | 80 548 € | 104 176 € | 62 768 € | 128 676 € |
| Mobiliers, matériels, installations et outillages | 341 281 € | 269 167 € | 125 388 € | 374 146 € |
| Autres (Opérations patrimoniales) | 207 340 € | 90 000 € | 10 558 € | 90 000 € |
| Déficit d'investissement reporté | 241 169 € | 1 998 891 € | 1 998 891 € | 1 400 490 € |
| Total dépenses | 3 843 314 € | 6 695 748 € | 4 976 180 € | 6 188 698 € |
| Total Recettes | 1 844 423 € | 6 695 748 € | 3 575 690 € | 6 188 698 € |
| <i>Solde recettes - dépenses</i> | | -1 998 891 € | -1 400 490 € | |

Pour mémoire

l'état de la dette au 31/12/2022

| Organisme Prêteur | Objet de la dette | Date de réalisation | Date de fin | Montant initial | Capital | Intérêts | Annuité | Capital dû au 31/12/2022 |
|-------------------|---|---------------------|-------------|----------------------|-------------------|-------------------|---------------------|--------------------------|
| CREDIT AGRICOLE | Réaménagement de 4 prêts | 27/05/2003 | 30/01/2024 | 1 684 542,88 | 84 227,15 | 11 572,81 | 95 799,96 | 168 454,23 |
| DEXIA | Financement des investissements 2003 | 03/10/2003 | 01/12/2023 | 1 288 469,60 | 85 897,96 | 6 755,88 | 92 653,84 | 85 898,16 |
| DEXIA | Financement des investissements 2010 | 25/05/2010 | 01/01/2031 | 835 000,00 | 41 750,04 | 13 325,07 | 55 075,11 | 337 478,69 |
| DEXIA | Financement divers de travaux publics 2010 | 25/05/2010 | 01/09/2030 | 104 142,47 | 5 398,42 | 1 432,26 | 6 830,68 | 47 403,30 |
| DEXIA | Financement divers de travaux de bâtiments | 25/05/2010 | 01/09/2030 | 60 497,75 | 3 136,02 | 832,02 | 3 968,04 | 27 537,09 |
| CREDIT AGRICOLE | Financement des investissements 2013 | 02/04/2012 | 19/04/2027 | 1 000 000,00 | 73 712,59 | 17 902,73 | 91 615,32 | 360 309,19 |
| CREDIT AGRICOLE | Réaménagement centre ville et salle des fêtes | 27/05/2014 | 27/05/2029 | 1 000 000,00 | 66 666,72 | 13 591,92 | 80 258,64 | 427 777,32 |
| DEXIA | Refinancement du prêt MPH272816EUR | 15/07/2015 | 01/09/2030 | 8 358 572,04 | 516 594,42 | 193 475,11 | 710 069,53 | 5 179 667,29 |
| CREDIT AGRICOLE | PROGRAMME 2 INVESTISSEMENT 2016 | 28/06/2016 | 01/07/2031 | 400 000,00 | 26 016,52 | 3 421,04 | 29 437,56 | 242 882,20 |
| CREDIT AGRICOLE | PROGRAMME INVESTISSEMENT 2016 | 09/02/2016 | 07/03/2031 | 600 000,00 | 38 451,24 | 7 686,94 | 46 138,18 | 379 317,20 |
| TOTAL | | | | 15 331 224,74 | 941 851,08 | 269 995,78 | 1 211 846,86 | 7 256 724,67 |

CONCLUSION

La crise énergétique impose à toutes les collectivités des contraintes budgétaires supplémentaires.

Ainsi, les charges de fonctionnement sont marquées par une augmentation des fluides et par l'inflation projetée sur les autres dépenses.

Malgré ces difficultés, la ville de Groslay maintient ses ambitions en matière d'investissement. En 2023, comme en 2022, les dépenses d'investissements seront financées par les ressources propres de la collectivité et par des financements extérieurs (subventions et participations).

En effet, l'ensemble des efforts de gestion conduits par la municipalité permettent d'équilibrer le budget primitif sans hausse du taux d'imposition, conformément aux engagements de la municipalité et sans recours à de nouveaux emprunts.